



*Le dimanche 22 mai 2016*

## **Membres du congrès américain adoptent une résolution sur le camp *Liberty***

**Le 20 mai 2016-** La Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants des États-Unis a unanimement approuvé et renvoyé à la Chambre du parquet une résolution bipartite appelant à la «sûreté et à la sécurité » des membres du principal groupe d'opposition iranien, l'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Irak (OMPI), vivant au camp Liberty, en Irak.

La résolution exhorte le gouvernement des Etats-Unis à travailler avec le gouvernement irakien (GoI) afin de s'assurer que les effectifs chargés d'assurer la sécurité du camp Liberty soient contrôlés et ne soient pas affiliés aux Gardiens de la Révolution (pasdaran) des forces Al-Qods ou à ses représentants.



Le projet de résolution exhorte également les Etats-Unis et le GoI, en coordination avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), à aider les membres de l'OMPI dans la vente de leurs biens et avoirs au camp d'Achraf et au camp Liberty, ce qui en retour peut faciliter leur réinstallation. Elle exhorte les acteurs susmentionnés à accélérer la réinstallation des résidents, « conformément aux termes du mémorandum d'entente de décembre 2011. »

Dans ses commentaires avant le passage à la résolution le président du comité Ed Royce (R-CA) a affirmé : « Au cours du mois d'octobre passé, 23 résidents du camp Liberty ont été tués lors d'une attaque de roquette sur le camp. Et nous avons reçu des informations selon lesquelles le régime iranien et ses alliés en Iran préparent une attaque imminente contre les résidents du camp. C'est pour cela que la résolution de M. Poe appelle l'administration et le gouvernement irakien à travailler afin d'offrir aux résidents du camp les protections dont ils ont besoin, et de veiller à ce qu'ils soient le plus rapidement réinstallés en dehors de l'Irak, dans un pays d'asile comme l'Albanie. »

Après l'audience, le président Royce a ajouté: «Mon objectif est de faire parvenir rapidement ceci à la Commission de la Chambre des Représentants. »

Le membre le plus influent du comité, Eliot Engel (D-NY), a souligné : « les résidents du camp Liberty méritent de vivre dans la dignité et sans craindre d'être victimes de violence. »

Il a décrit les attaques de roquette du 29 octobre 2015 par la milice affiliée au régime iranien contre les membres de l'OMPI du camp Liberty comme étant « le comble de la lâcheté »

La sécurisation de la réinsertion en toute sécurité des membres de l'OMPI (MEK) logés au camp Liberty de Bagdad permettrait aux États-Unis de « récupérer un peu de notre honneur en tant que pays », a affirmé le représentant Dana Rohrabacher (R-CA) mercredi lors d'une audience de balisage.

Le représentant Brad Sherman (D-CA) a souligné que les Etats-Unis peuvent exercer des pressions sur le gouvernement irakien qui compte sur leur soutien. «Il devrait être très fortement exhorté par les Etats-Unis à répondre à ses obligations minimales de droits de l'homme pour protéger le camp Liberty. » Le représentant Sherman a affirmé que peu importe l'avis de tout un chacun en ce qui concerne l'accord nucléaire iranien, « l'OMPI a joué un rôle crucial en révélant des informations sur le programme nucléaire illégal de l'Irak. Nous avons tous une dette de gratitude envers l'OMPI pour avoir apporté cette information au monde, et lui avoir permis ensemble avec les Etats-Unis de se concentrer sur le problème. »

La représentante Ileana Ros-Lehtinen (R-Fla) a affirmé que l'échec de l'Irak à protéger les résidents n'était pas un secret.



« Camp Liberty n'a jamais bénéficié d'une protection adéquate, et maintenant avec l'accord nucléaire iranien et l'Irak qui obtient plus d'argent pour mener à bien ses activités illicites, je crains que le camp ne soit une cible encore plus facile et plus grande pour le régime que par le passé », a-t-elle dit.

L'auteur de la résolution, le Représentant Ted Poe (R -TX), a affirmé que 140 membres de l'OMPI ont été tués et 1300 autres blessés dans sept attaques sur leurs deux camps en Irak. Sept ont été enlevés.

« Pas une seule personne n'a été tenue responsable de ces meurtres, pas une seule personne n'a été arrêtée ou mise en prison », a-t-il dit. « Les résidents vivent dans la peur constante d'une autre attaque. Leur seul crime est de s'être opposé aux tyrans en Iran. » [Lire le texte original de la résolution](#)

### **Sur ordres des mollahs, l'Irak empêchent la vente des biens du Camp Liberty**

**Le 19 mai 2016** - Selon les informations reçues d'Irak, le ministre des renseignements du régime des mollahs, Mahmoud Alavi, a rapporté à Rohani et à Khamenei que pendant son déplacement en Irak, il a souligné au conseiller à la sécurité nationale de l'Irak, Faleh Fayyad, que le régime iranien est opposé à la vente des biens des membres de l'OMPI résidant au camp liberty.

Selon ce rapport, Faleh Fayyad avait précédemment dit devant les officiels de l'ONU que les autorités irakiennes permettront la vente limitée de certains biens des résidents, mais il voulait que ces ventes restent assez restreintes de sorte qu'elles ne génèrent pas de revenus significatifs pour l'OMPI.

D'après ce rapport, le mollah Alavi a exigé que les autorités irakiennes intensifient les pressions et les mesures répressives contre l'OMPI. Faleh Fayyad a répondu que jusqu'à présent, il a imposé le maximum de pressions et de contrôles possibles contre les membres de l'OMPI dans le camp Liberty et qu'il va continuer à faire la même chose.

Malgré le fait que le gouvernement irakien ait accepté depuis trois mois le projet de vente des biens des résidents du camp Liberty, les autorités irakiennes empêchent les hommes d'affaires d'entrer dans le camp et entravent les opérations de vente, lesquelles sont indispensables pour financer la réinstallation des membres de l'OMPI à l'extérieur de l'Irak. Ainsi, les autorités irakiennes perturbent ce processus de réinstallation. Ces obstructions sont une réitération du scénario qui avait été mis en œuvre à Achraf par le régime iranien et ses agents irakiens pour ouvrir la voie à des pillages systématiques des biens des résidents.